

# le libertaire

Fondateurs : Louise MICHEL et Sébastien FAURE  
ORGANE FÉDÉRAL DU MOUVEMENT LIBERTAIRE

Rédaction-Administration : 145, Quai de Valmy, PARIS 10° — C.C. Postal : Louis HAAS, n° 3585-80, 145, Quai de Valmy, Paris (10°)

## Pas de Constitution ! Révolution Sociale !

APRÈS LE CONGRÈS S.F.I.O.

### Qu'est-ce que le parti socialiste ?

Pour ceux que pourrait surprendre le titre de cet article, il nous faut tout d'abord préciser la conception que nous avons d'un parti : nous croyons qu'un parti politique exprime essentiellement l'état de l'opinion à un moment historique donné. Que les circonstances historiques viennent à se modifier, et à situation politique nouvelle correspondront inmanquablement professions de foi politiques nouvelles, sous réserve de la part des anciens partis d'un travail d'« adaptation » souvent douloureux et presque toujours retardataire... Mais alors plus rien de commun ne subsiste entre le nouveau parti et l'ancien. Rien, sauf le nom.

Ceci est vrai du parti socialiste comme du parti communiste : réalisée au congrès de 1905, l'unité s'est brisée à Tours en 1920, non pas par la faute des hommes seuls, mais parce que le nouveau milieu historique exigeait cette scission. Si bien que lorsque les S.F.I.O. s'obstinèrent à affirmer une continuité ininterrompue allant de 1905 à 1945, les communistes après tout pourraient leur rétorquer avec autant de pertinence et en s'en référant à la légalité des congrès, qu'ils sont les seuls et authentiques tenants de cette continuité, attendu qu'à Tours la majorité régulière du congrès régulier du parti socialiste a décidé l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et le changement du nom du parti, celui-ci prenant le nom de communiste.

Ce serait d'ailleurs — reconnaissons-le bien vite — chercher une méchante querelle à Léon Blum et placer le débat sur un terrain bien spéculatif : les communistes, bien sûr, eussent été assez mal venus à se réclamer de la Charte de 1905 qu'ils venaient précisément de déchirer avec tapage. Ils s'en gardèrent... Mais enfin rien n'autorisait le nouveau parti créé en 1921 par les exclus Blum, Longuet, P. Faure, Renaudel, Boncour, à se réclamer d'une tradition que les événements de 1914 et 1917 avaient justement répudiée et d'un contrat qui venait d'être valablement rompu. Aux deux premiers partis socialistes, celui de 1905 et celui de 1921, si profondément différents déjà, succède aujourd'hui un parti nouveau. Et maintenant que nous nous sommes expliqués, la question s'enonce d'elle-même : qu'est-ce que le parti socialiste 1945 ?

Avec talent, Léon Blum s'est chargé d'y répondre dans son discours. Admirateur, comme tous les démocrates français, des institutions politiques de la Grande-Bretagne, il croyait à la vertu du libéralisme politique, au « libre jeu du système parlementaire », à la compétition loyale des partis. Il oubliait seulement une chose, pourtant capitale : la différence profonde entre les mentalités des deux peuples. A l'encontre des Anglais, les Français d'avant et même d'après 1914 ne furent jamais enclins à s'embrigader dans les partis ; en 1914, le parti socialiste, qui est le plus puissant parti politique fran-

(Suite page 2)

### PRODUCTION et CAPITALISME

En pleine euphorie ! La presse entière appelle le prolétariat à intensifier la production. La C.G.T., dans une affiche bariolée de tricolore, lance un appel vibrant et dénonce les trusts, qu'elle n'a jamais été capable d'inquiéter dans l'ordre et la discipline. Les partis ouvriers bourgeois appuient et font de la surenchère. Tournemaine met presque les chemins de fer en demeure de suer 54 heures de profit. Thorez — qui depuis longtemps ne sue plus du profit — gros et gras, le teint frais, se portant à merveille, invective les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais pour le manque de production et l'accroissement de l'absentéisme, oublie que les gars de la mine n'ayant rien à se mettre sous la dent ne peuvent produire qu'en fonction de ce qu'ils mangent. Maurice Thorez ne peut ignorer que l'axiome que son parti défendait autrefois : « Qui ne travaille pas ne mange »

(Suite page 4)

Que le peuple français se réjouisse ! Ses dirigeants s'intéressent à son sort. Grâce au referendum qu'ils lui offrent, il va pouvoir se prononcer en faveur d'une nouvelle Constitution.

Il pourra même, si le cœur lui en dit, s'en tenir à la législation de la III<sup>e</sup> République ; auquel cas ceux qu'il élira, au lieu d'être des « constituants », seront ses députés. Il ne lui restera plus alors qu'à recruter quelques centaines de vieillards en quête d'honneurs et de spéculations lucratives pour que, le Sénat étant reconstitué, tout l'appareil législatif de la III<sup>e</sup> Marianne, issu de la confusion politique de 1875, soit remis en place.

Mais, même s'il y a une nouvelle Constitution, aucune illusion à se faire. La structure économique et sociale n'en sera pas autrement bouleversée. La fonction patronale n'en continuera pas moins d'être protégée par la loi. Le brigandage légal ne sera pas atteint, bien au contraire.

Certes, le sol de France en a vu d'autres, et le capitalisme aussi ! Inutile, donc, pensent ces messieurs, de s'effrayer !

Depuis la Déclaration des Droits de l'Homme, que de Constitutions nous ont successivement démontré la vanité des faiseurs de système, leur amour du pouvoir et leur habileté d'en tirer profit !

En 1792, la bourgeoisie, qui cherchait sa voie, proclame la I<sup>re</sup> République, mais en ayant soin, tout en liquidant une féodalité qui n'a que trop duré, d'établir des bases juridiques maintenant la propriété et le salariat. La Constituante fit place à la Législative, puis vint le Directoire, le Consulat et enfin l'Empire. La puissance populaire avait balayé la monarchie ; la bourgeoisie en récoltait les fruits.

En février 1848, le peuple se soulève à nouveau. La II<sup>e</sup> République est proclamée. En juin de la même année, le prolétariat use d'une liberté qu'il croyait avoir conquise. Il manifeste. Il revendique. Et la République, vieille à peine de quatre mois, fait feu sur les manifestants. Elle fait couler le sang de ceux à qui elle doit le jour. En décembre, la pire des réactions s'organise. Deux ans plus tard, le Second Empire est un fait accompli. Cette fois encore, le peuple était dépossédé de ses droits par une bourgeoisie égoïste et incapable.

En septembre 1870, révolution de palais. Proclamation de la III<sup>e</sup> République.

Après la défaite de la Commune de Paris, cette République fait ses débuts en massacrant 40.000 communards.

C'est en 1875 qu'elle se donne une Constitution. Celle-ci inaugure dans ce pays le suffrage universel, avec lequel les travailleurs s'habituent facilement à penser qu'ils sont maîtres de leurs destinées. Or, malgré cette démocratisation du bulletin de vote, le patronat et l'Etat continuent à réprimer toute effervescence ouvrière tendant vers des changements de structure qui compromettent les prérogatives patronales.

En 1940, l'« Etat Français » avait, lui aussi, la prétention de préparer une Constitution et de s'intéresser au sort des déshérités ; il offrait même à ceux-ci une « Charte du Travail » qui demeurerait longtemps le modèle du genre !

Ainsi, depuis plus de cent cinquante ans que le régime féodal est renversé, les classes opprimées politiquement et économiquement servent de cobayes à des « réformateurs » qui n'ont fait jusqu'à maintenant qu'adapter le capitalisme aux nécessités d'un progrès technique que nul ne peut arrêter. Le sort des salariés n'a été amélioré, à la suite de divers remous populaires, que dans la mesure où l'équilibre de l'économie bourgeoise l'exigeait.

Et aujourd'hui encore c'est sous la forme d'une rénovation constitutionnelle qu'on attend une adaptation du capitalisme aux exigences d'une économie que la guerre a transformée.

On qualifie hypocritement de révolutionnaire une comédie électorale dont l'objet est de prolonger le drame social en perfectionnant les rôles !

Mensonges ou erreurs que toutes ces déclarations de phrases sans scrupules ! Les solutions que ces professionnels de la démagogie ont l'intention d'imposer au peuple ne changeront rien à sa condition. Elles tendent vers un capitalisme rajeuni, mais non vers un socialisme véritable.

Le referendum ? Une escroquerie de plus dont le peuple fera les frais. Ce ne sont pas ses représentants à la Constituante ou autre Législative qui supprimeront le capitalisme et mettront fin à l'emprise de l'Etat sur la vie des citoyens. Ce ne peut être là que l'œuvre des travailleurs décidés à faire enfin la révolution par d'autres moyens que le bulletin de vote.

LE LIBERTAIRE

## 2 Septembre 1939

Le 2 septembre 1939, un gouvernement de traîtres, de fumistes au service des puissances d'argent internationales déclarait la guerre à l'Allemagne hitlérienne pour sauver (!) les frontières polonaises. Les prolétaires anglo-français, abandonnant la charrue et le tour, étaient lancés contre d'autres prolétaires sévres de nourriture depuis un quart de siècle, mais gavés de propagande. La folie collective atteignait son paroxysme. La « croisade des démocraties » commençait...

« La guerre est la continuation de la politique », a dit un sociologue. La guerre est la conséquence d'un état économique, peut-on ajouter. Et tant que le régime capitaliste subsistera, la guerre sera l'ultime moyen de régler les conflits sociaux latents. Le danger n'était pas seulement à Berlin en 1939, mais aussi à Paris, à Londres, à New-York, à Tokio, à Rome et à Moscou, partout où il y avait des hommes exploitant d'autres hommes, car l'ennemi n'est pas une quelconque idéologie, mais bien le profit. Toutes les formes gouvernementales, toutes les utopies marxistes et fascistes sont fruits du capital, et le capital c'est la guerre. Sans elle il ne peut vivre. Sous la pression des producteurs volés, il est acculé à des concessions qu'il ne lâche que sous la menace. Et cette constatation — combien de fois signalée par nous — nous oblige à recourir à la violence, alors que notre doctrine y est hostile.

1939 ! Petits soldats peu fiers de se faire casser la figure pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs, petits ouvriers qui préféraient l'affectation spéciale au service armé. Ah ! comme cela aurait été simple si le peuple avait voulu s'armer pour combattre toutes les forces de l'oppression, où qu'elles soient et d'où qu'elles viennent ! Combien étaient-ils ceux qui préférèrent la prison, le conseil de

guerre et la mort lente à l'étripaillement généralisé, aux décorations, aux grades et au qualificatif de héros ? Défaitistes, hitlériens ? Non, amoureux d'une liberté qui leur était chère, d'une liberté que Daladier, ministre de la guerre des années d'après, que Gamelin, général en chef de toutes les armées depuis plus de lustres encore, que Reynaud, délégué officiel des banques, avaient trahie, prisonniers qu'ils étaient de la filibusterie internationale. Grands et petits requins nageaient dans la joie le jour de la déclaration de guerre, plus de quarante heures, plus de gros salaires à verser, plus de congés payés, mais des bénéfices colossaux autorisés, un marché libre, une consommation accélérée et des droits... patriotiques.

Les Etats, pleureurs voraces, n'avaient plus à se préoccuper du chômage et la crise reculait à chaque départ de canon. Ils se grisèrent de mots et d'or, oubliant leur faiblesse, oubliant surtout que le conflit relevait de leur égoïsme, de leur vanité, de la mise au pouvoir d'un homme, de leur homme : Hitler. Frontières, nations ? Il n'en était plus question. Ce qui importait à ces êtres, c'était la destruction, source de nouveaux profits ; c'était la misère et l'horreur des petits, l'écrasement des velléités de révolte. Déroute, Pétain, Résistance, de Gaulle, les Nationalisations, tout est dans la norme. Et puis l'Etat sans cesse plus fort, plus avide. Et puis la Grandeur... 3.400 milliards à récupérer. Les immenses ravages de la guerre à réparer. La crise morale à conjurer. Et lorsque tout sera au point, il y aura un second 2 septembre 1939 si les prolétaires n'y prennent garde.

Travailleurs de tous les pays, unissez-vous contre le capitalisme international. Détruisez la guerre en détruisant le profit et l'Etat, par la révolution sociale !

### Et l'Impérialisme continue

Les élections britanniques et la conférence de Potsdam ont retenu l'attention mondiale en ce qui concerne les rapports futurs entre Etats et le règlement des problèmes de la paix. Quoique notre opinion soit faite sur les résultats électoraux, et contrairement à ceux qui voient dans le succès travailliste une révolution, nous savons que depuis longtemps le Labour a répudié toute action révolutionnaire violente, se cantonnant dans le réformisme, soutenu en cela par les Trade-Unions. Nous pensons donc qu'il n'y a aucune révolution et que les nationalisations prévues ne font que renforcer sur le plan intérieur l'autorité de l'Etat. Dans un des pays où la liberté individuelle est le plus fortement ancrée, les dictatures économiques prennent le pas, car, nous ne cessons de le répéter, les nationalisations, malgré la confusion qu'on cherche à entretenir, ne sont pas des socialisations. L'Etat-patron ne se conduit pas mieux que le particulier-patron, avec cette différence aggravante que la lutte y est plus difficile. Du point de vue extérieur, les maîtres en la matière ont pour habitude de considérer que la politique extérieure ne subit pas l'influence de la politique intérieure. Jusqu'à un certain point nous ferons nôtre cette règle, et en ce qui concerne l'Empire Britannique, disons que tout ce qui touchera à l'hégémonie de l'empire sera défendu aussi farouchement par le major Attlee que par W. Churchill. Il faut peut-être voir là le renvoi à la conférence de la paix des problèmes les plus épineux de la conférence de Potsdam (détoits, colonies italiennes, question de Tanger, frontières occidentales allemandes, etc). Il n'en est pas de même pour les problèmes qui ne pouvaient que rapprocher certaines tendances du socialisme européen. Léon Blum et la S.F.I.O. ont pris position au sujet de l'unité organique avec le P. C. Cette position se trouve être posée également en Italie où Pietro Nenni, grand artisan de l'unité organique, a dû faire machine arrière. Partout la sociale-démocratie semble vouloir se faire épauler afin d'entrer dans le sillage tracé par le Labour-Party. Ainsi la poussée slave de l'Est et du Sud européen se trouverait compensée par un contrôle des sociaux-démocrates qui comprendrait les Etats nordiques, la Hollande, la Belgique, le Danemark, la France, l'Italie et l'Espagne, Franco étant de plus en plus in-

(Suite page 3)

### A QUAND L'AMNISTIE ?

Les pouvoirs publics fêtent le premier anniversaire de ce qu'ils appellent la « Libération ». Les peuples, à dates périodiques, descendent dans les rues pour extérioriser leur joie de voir enfin terminée cette période de cauchemar, de boue, de sang. Ceux que les puissants du jour considèrent comme les seuls responsables des assassinats collectifs de ces années terribles comparaissent devant des tribunaux chargés d'apprécier leur degré de responsabilité. Des peines capitales qui frappent ces fripouillards, aucune n'est appliquée. Les responsabilités sont tellement enchevêtrées, les différences d'agissement entre juges et inculpés dans cette période de chaos sont tellement minimes que les défenseurs de ce qu'il convient d'appeler « La Loi » reculent devant les sanctions qui pourraient un jour leur être appliquées.

De ces vrais faux serments et de ces faux vrais serments, que reste-t-il ? Le spectacle d'une classe dirigeante, d'une armée, d'une magistrature pourries pour lesquelles les conceptions morales ne sont plus que des méthodes d'oppression à l'usage des humbles et qui n'ont gardé de vitalité que pour la répression féroce de ceux qui veulent s'arracher de la servitude universelle.

Partout l'on annonce un renouveau dans l'évolution des valeurs jusqu'ici considérées comme intangibles. Une chose pourtant demeure. Particularité qui situe nettement la prétendue évolution du moment. Les tribunaux militaires avec leurs pénitenciers de cauchemar subsistent, pour la plus grande honte de ceux qui ont la prétention de représenter seuls les aspirations populaires, et plus tard

(Suite page 4)

— Souscrivez pour le Libertaire —



# AU FOU !

Mais pour qui jeter cet appel, ce cri d'alarme au bord du gouffre ?

Les futures victimes elles-mêmes se réjouissent des effets magiques de la bombe atomique. Bêlements joyeux des moutons acheminés vers l'abattoir.

Quelque dégât que cause le nouvel engin, je ne pense pas qu'il ait jeté plus de trouble dans la vie des Japonais que dans l'esprit des Européens.

Il s'est dit et répété, depuis la nouvelle de ce dernier perfectionnement de la guerre, une monstrueuse quantité d'affirmations criminelles et tranquilles.

Celui-ci regrette que l'invention ne soit pas sortie six mois plus tôt, ce qui aurait permis d'en faire l'essai sur l'Allemagne et, sans doute, de démontrer aux Teutons la supériorité d'une civilisation véritable sur une incontestable barbarie.

150.000 victimes sur un coup de dés ! C'est tout de même autre chose qu'Oradour-sur-Glane !

Celui-là (qui vomissait son indignation contre l'Italie lorsque Mussolini en 1940 se jeta à la curée de la France vaincue) applaudit la diplomatie de Staline déclarant « in extremis » la guerre au Japon, en dépit de pactes qui, comme les autres, ne sont que des chiffons de papier.

Seulement il faut bien être là pour le partage des bénéfices et chacun veut y avoir sa place.

Le discours de Truman est éloquent sur ce point : il entend se réserver des bases pour la sécurité des Etats-Unis et de la paix.

Pauvre paix ! Par qui donc es-tu menacée, aujourd'hui que toutes les puissances de l'axe sont à genoux et qu'une indéfectible amitié des alliés est à l'ordre du jour ?

Mais cela, le peuple ne se le demande pas ; il est trop saoul de victoire pour se poser une question aussi futile.

On en reparlera au jour des pleurnicheries qui précéderont les mobilisations générales, alors qu'on larmoiara sur les gosses laissés à la maison, et peut-être songera-t-on enfin que parmi les 150.000 morts de Hiroshima il y avait aussi des petits innocents dont la bombe atomique a fait de la viande carbonisée, des petits innocents dont le crime fut de naître dans un pays dont le scénario des puissants de ce monde avait fait une terre maudite.

# Aux hasards du Chemin

## ALBERT LEBRUN AU TRIBUNAL

« Le témoin explique à la Cour qu'on ne vote pas au Conseil des ministres, que ça ne se fait pas, qu'on discute et que, du débat, une opinion moyenne se dégage, qui devient celle de l'ensemble. Quant à son opinion, à lui, chef de l'Etat, elle est forcément, et toujours, celle de l'ensemble. »

Quand on pense que c'est sous un tel aspect de la responsabilité que ces guignols font la guerre, la paix, la pluie et le beau temps, et que des millions de jobards croient encore qu'ils sont pour quelque chose dans les décisions gouvernementales.

Merci, Bébert ! On le savait, mais fallait que ce soit dit.

## UNITE D'ACTION

Billoux, ministre de la Santé Publique, avait écrit au maréchal que Daladier était responsable de la guerre et il lui a demandé d'être cité au procès de Riom comme témoin à charge en compagnie de Costes et Midol. Depuis, Billoux a peut-être remplacé son opinion, mais nous, nous continuons à penser qu'il y a de drôles de zigotos dans ce ministère de la Résistance. Alors, on proposait un petit coup de main au chef de la 5<sup>e</sup> colonne ? Et l'épuration, alors ?

## SIMPLE BON SENS

M<sup>r</sup> Isnorni. — M. Daladier a mis en prison M. Billoux ; le maréchal a mis en prison M. Daladier ; le gouvernement dont fait partie M. Billoux met en prison le maréchal. Ah ! il y a de quoi être sceptique sur la justice politique.

On était, à vrai dire, fixé depuis longtemps.

## LES FRERES ENNEMIS

A la dernière séance de ce même procès, le procureur général Mornet et plusieurs membres du jury ont chaleureusement félicité M<sup>r</sup> Isnorni, défenseur du vieux Jésuite, pour la façon remarquable dont il venait de plaider en faveur de son maréchal de client.

Et malgré cette manifestation de solidarité entre l'accusation et la défense, il se trouve encore des bonnes volontés pour être, dans cette affaire, « pour » ou « contre » celui-ci ou celui-là !

Tout ce beau monde se ressemble pourtant tellement !

## LA VERITE PAR LA PEUR

Après la publication du programme travailliste de réforme légale, on pouvait lire dans l'« Aurore » cet aveu magnifique :

« Les bourgeois ont intérêt à ce que l'expérience anglaise réussisse. »

« Si elle ne réussissait pas, en effet, les masses travailleuses, un peu partout, acquerraient cette conviction que, décidément, le bulletin de vote ne suffit pas, que la méthode anglaise ne vaut pas celle dont on a fait l'expérience en Russie, que le pouvoir ne se conquiert pas au cours de consultations électorales, mais se prend. »

« Et qu'au lieu d'être la substitution d'une hiérarchie à une autre — une transmission — la révolution doit être l'élimination brutale d'une classe sociale qui n'a pas voulu comprendre et de cadres sans élasticité. »

Dans sa frousse de l'action directe révolutionnaire, la bourgeoisie, parce qu'elle sait que cette action est irrésistible et qu'elle est la seule solution du grand problème où elle a tant à perdre, montre par là aux prolétaires mieux que n'importe quel argument de notre part où est la vérité de notre combat.

## A L'AIDE DE L'U.R.S.S.

M. Gunther, ministre de Suède, propose d'établir un bloc nordique comprenant la Suède, la Norvège, le Danemark. Ce serait à peu près la réplique de la fédération balkanique avec la Yougo-Slavie, la Bulgarie, l'Albanie et le Monténégro. La Fédération nordique ferait environ 19 millions d'habitants. La « Pravda » du 26 juillet déclare ceci : « La collaboration entre les nations scandinaves prônée par la Suède a toujours eu pour conséquence de tenter d'isoler ces pays et de leur faire adopter une attitude antisoviétique. La proposition de M. Gunther est certainement conforme aux désirs réactionnaires suédois, mais elle s'oppose aux intérêts des masses populaires scandinaves et est contraire au renforcement de la paix et de la sécurité dans le monde. »

Conclusions : la « Pravda » est rédigée par un Jean Foutre parce que la Suède, la Norvège et le Danemark n'ont jamais fait de guerre d'agression depuis plus de cent ans ; que la sécurité de l'U.R.S.S., pays de 200 millions d'habi-

tants, n'est pas menacée par une fédération de 19 millions d'habitants, — l'agression russe contre la Finlande n'est pas oubliée — ; qu'il ne faudrait pas retourner les faits.

Quant aux masses suédoises, norvégiennes et danoises, à majorités socialistes et très démocrates, quant à ces collectifs où la liberté est ardemment défendue, excusez-nous, « Pravda », mais les individus qui les composent sont certainement aussi heureux qu'en Russie. Ils ne connaissent pas le laissez-passer intérieur, ni l'interdiction de s'expatrier, ce qui constitue peut-être en U.R.S.S. un certificat de respect de la liberté individuelle, mais qui dans les pays nordiques serait considéré comme une dictature insupportable.

## STATISTIQUE DU CHOMAGE

Recrudescence du chômage dans le métier de roi : le nommé Plastiras, général de son état, réclame la démission de Georges I<sup>er</sup>, roi de Grèce ; Tito, maréchal, celle de Pierre Karageorgevitch ; le peuple belge, celle de Léopold III de Saxe-Cobourg-Gotha ; le peuple italien, celle de Victor-Emmanuel de Savoie.

On pense qu'il s'agit de suppression d'emploi à titre définitif et sans pension, les intéressés s'étant déjà suffisamment sucrés pendant leur temps de service.

## UN GENERAL... ANTIMILITARISTE

Nous commençons à comprendre pourquoi Eisenhower nous est si sympathique, c'est qu'il est... antimilitariste. Il a textuellement déclaré récemment à Moscou :

« Le monde doit être débarrassé de tous les militaires, y compris moi-même. » (« Le Populaire » du 18 août 1945.)

Le petit père génial des peuples a dû en avaler de travers, les gradés du paradis socialiste ont dû faire une drôle de tête.

En tous cas, des milliers de vrais pacifistes et révolutionnaires sont morts ou ont perdu leur jeunesse dans les prisons pour avoir dit ce que le général américain a déclaré en toute impunité à son tour.

Il ne reste plus qu'à inviter le libérateur d'une toute provisoire libération... à notre prochain congrès libertaire.

## Qu'est-ce que le Parti Socialiste ?

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

çais, atteint le maximum de 90.000 adhérents ; de petits pays, comme la Belgique et la Suède, en comptent beaucoup plus. Il aura fallu la prise du pouvoir en 1936 pour dévaloir à Blum le néant de ce libéralisme dépassé auquel il se raccroche encore. Bien loin, en effet, d'évoluer vers un état de choses politique à la mode anglaise, c'est-à-dire fondé sur l'équilibre de deux grands partis dont l'un, au pouvoir, exerce la fonction d'autorité, et l'autre, dans l'opposition, celle de contrôle, la France, tout en paraissant devoir cesser d'être le pays des petits comités politiques électoraux servant d'instruments aux groupes capitalistes rivaux, semble menacée de voir sa vie politique dominée par un parti unique. Et dans cette compétition pour le parti unique s'identifiant par la force avec l'Etat et la nation, Blum est bien obligé de reconnaître que le parti communiste et le P.S.F. ont pris une dangereuse avance sur une S.F.I.O. attardée. Le leader socialiste se résout alors à s'adapter et s'engage à son tour dans la législation par décrets-lois héritée de Poincaré, Doumergue, Laval, laquelle a pour conséquence la mise en sommeil, puis la négation du parlementarisme. Par exemple, l'adaptation du parti pouvait soulever des problèmes délicats et occasionner de douloureuses convulsions, à moins d'un événement extraordinaire.

C'est la guerre de 1939 qui a finalement favorisé l'adaptation de la S.F.I.O. En 1940 le parti s'est disloqué, Blum l'a voué lui-même, puisqu'il situe sa renaissance vers 1943. Par un paradoxe apparent, la victoire des démocraties sur le fascisme a aggravé la décomposition du libéralisme : les vainqueurs n'envisagent plus, pour enrayer la catastrophe économo-sociale qui les menace, que des expédients spécifiquement fascistes comme l'économie dirigée, le contrôle des changes (c'est des 1936 le cheval de bataille de Blum), le planisme. Plus clairvoyant que les « anciens » du parti, le chef du socialisme sait bien que le libéralisme politique n'a aucune chance de survivre à la ruine de l'économie libérale, et il a maintes raisons de redouter l'incompréhension de ses amis et leur attachement sentimental à un passé révolu. Il ne peut en même temps s'empêcher de lorgner avec envie du côté des communistes : ceux-ci ne craignent pas — et pour cause ! — les déchirements internes ; sous ce rapport, leur adaptation est parfaite, tandis que la S.F.I.O. retarde toujours d'un demi-siècle, et ceci au moment où la faveur des électeurs lui permet d'espérer un bref retour au pouvoir. Or, il n'est possible de gouverner qu'à deux conditions : la stabilité gouvernementale et un parti uni sous une direction autoritaire. Pour cela, Vincent Auriol soumet à la Consultative un projet tendant à garantir cette stabilité ministérielle contre le Parlement, cependant que quelques jours après, Blum demande au congrès du parti de modifier les statuts dans un sens autoritaire.

Dans son habile discours, le leader so-

cialiste a essayé de faire avaler la pilule aux militants en feignant une fidélité indéfectible à une doctrine marxiste dont tout le monde se fiche et que presque aucun ne connaît ; c'est à peine si quelques vieux ont renoué. La vérité, c'est que le parti a enfin la franchise de renoncer ouvertement à la lutte de classes, qu'il remplace par le concept de nation. « Un seul chef, un seul Etat, une seule nation ! » C'est la trilogie politique du jour ; la S.F.I.O. s'engage à son tour sur cette voie où d'autres l'ont depuis longtemps précédée. Nous sommes bien à un tournant de l'histoire, et c'est un nouveau parti qui naît, à cheval sur le monde du libéralisme qui se meurt et celui du totalitarisme dont la défaite allemande aura à peine freiné la redoutable expansion.

Nous ne savons pas si Blum réussira. Dans ce monde en ruines, les perspectives sont peu encourageantes et le parti socialiste paraît assez mal disposé à jouer le rôle qui l'attend. Les velléités libérales des anciens, un attachement anachronique pour un humanisme suranné seront pour lui des causes de faiblesse et d'indécision qu'il aura bien de la peine à surmonter. Conservera-t-il cette base ouvrière qu'il a tant peur de perdre ? Le fossé qui vient brusquement de s'élargir entre lui et le parti communiste à la suite du rejet de l'unité ne lui permet guère de s'abandonner à l'optimisme. La victoire travailliste conduit fatalement les socialistes français à se rapprocher des Anglais et par conséquent des Américains ; c'est le bloc occidental, l'éloignement des Russes et la guerre avec les nacos ; c'est l'impossibilité de gouverner, de construire la paix et d'éviter la troisième guerre impériale.

Depuis un siècle et demi, tous les gouvernements ont été tour à tour essayés ; tous se sont révélés impossibles. L'idée que la S.F.I.O. soit capable de revaloriser l'utopie gouvernementale a de quoi faire sourire... De Branting à Attlee, en passant par Vandervelde, Hermann Muller et Blum lui-même, le marxisme a exercé le pouvoir dans la plupart des pays d'Europe. A la suite de cette piteuse expérience il a bien fallu conclure à son impuissance politique et révolutionnaire. Une épreuve nouvelle ne s'impose nullement.

## Militants et Sympathisants

Si vous n'êtes pas encore parmi nous et que vous ayez le désir d'œuvrer dans notre sens et d'adhérer au Mouvement Libertaire, écrivez-nous. Nous vous mettrons en rapport avec le groupe duquel vous êtes le plus rapproché.

Ecrire : MOUVEMENT LIBERTAIRE, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

## Acré v'la le progrès

Or, ce 7 août 1945 est une date dans l'histoire du monde. Ce jour-là, en effet, le président Truman, à la belle allure puritaine, a pris la peine d'annoncer lui-même aux peuples libres et civilisés que la première bombe atomique de cette guerre avait été lancée sur Hiroshima. Et, en belle forme, il a révélé que depuis 1940 les savants anglais et américains avaient fait des recherches, que 125.000 ouvriers avaient participé à la confection du projectile et qu'il avait coûté 2 milliards de dollars, soit 100 milliards de francs.

En ce qui nous concerne, nous ne donnerions certes pas vingt sous Plevon pour un tel engin, même livré à domicile ; mais enfin, nul doute que le contribuable le plus lade ne soit émerveillé par les résultats obtenus. Pensez donc ! D'un seul coup 150.000 morts dans le même trou. Ah ! elle a été servie, la clientèle. Et puis il faut bien espérer que la fabrication en grande série fera baisser les prix.

Naturellement, toute la presse donne des détails complaisamment. Du sable transformé en verre, une tour d'acier volatilisée en vapeur, une chaleur supérieure à celle du soleil ! Ah ! y a d'la joie en perspective.

Mais comme il faut, hélas ! s'y attendre, on trouve toujours des empêcheurs de bombarder en rond. Notre Saint-Père n'est pas content et le Vatican a trouvé moyen — une fois n'est pas coutume — de stigmatiser nettement l'emploi de la bombe atomique. Sans doute Notre Saint-Père, qui voit loin, pense-t-il qu'un des futurs belligérants pourrait un jour bombarder Rome ; alors il faut être prudent. Et puis, quoi ? Pour être une Sainteté, on n'en est pas moins homme et l'on a bien le droit de regarder avec méfiance ces charlatans qui du haut du ciel font tomber la colère divine d'une façon telle que Dieu le Père n'y retrouvera pas ses petits. On a tout de même le droit de regretter la belle époque où le feu purificateur venait d'en bas, quand de pieuses mains allumaient les bûchers au nom d'une croix même pas gammée.

Un patriote, mais un jaloux, vient nous affirmer que dès 1939 il avait commencé des travaux sur la désagrégation des atomes et que l'étranger n'a fait que prendre la suite de ses expériences. Ce jaloux, mais patriote, nous explique que l'« intelligence française » a sa petite part de responsabilité, sinon active, du moins scientifique, dans la carbonisation des 150.000 malheureuses victimes d'Hiroshima. Le professeur Frédéric Joliot-Curie peut bien se vanter, car il est du côté de la barricade où il n'y a pas de criminels de guerre.

Entin, souffler n'est pas jouer et pour leur apprendre à vivre à ces salauds, à ces fanatiques de Japonais, une seconde bombe est tombée sur Nagasaki. Elle était encore plus puissante que la première, voyez progrès. Malheureusement une grande partie de la force explosive s'est perdue dans la mer et comme la

## Cours du Propagandiste

RÉOUVERTURE  
JEUDI 6 SEPTEMBRE

Sujet traité :

“ L'INTERNATIONALISME ”

(Traité par 8 élèves du Cours)

VENEZ TOUS LES JEUDIS SOIR  
A 20 HEURES 30

145, QUAI DE VALMY - PARIS (10<sup>e</sup>)

**Solidarité Internationale**  
**Antifasciste**

Union régionale du Nord (en voie de formation).

Pour la formation de sections locales, prises de cartes et timbres, s'adresser à Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole, Croix (Nord).

## ESPERANTO

On nous prie d'insérer :

La nécessité se fait sentir de grouper les espérantistes — nombreux dans notre Mouvement libertaire — dans tous les pays du monde.

L'espéranto aidera et facilitera les relations internationales en même temps qu'il nous fera mieux connaître nos camarades qui luttent par toute la terre et ce sera un lien d'amitié et de fraternité supplémentaire.

En vue de faire paraître un organe libertaire en espéranto, nous invitons nos « samideanoj » à se faire connaître d'urgence au Mouvement Libertaire à Paris.

Tous au travail pour la grande Fédération Libertaire Internationale, dont les espérantistes seront les premiers artisans.

N. B. — La C. N. T. et le Mouvement Libertaire Espagnol ont pris la décision d'adopter l'espéranto, à leur dernier congrès, et de le divulguer parmi les jeunes libertaires.

guerre est terminée, sur qui continuer les expériences ?

Bravo, bravo, mes beaux messieurs, soyez satisfaits. Rien ne se perd, notait Lavoisier, et peut-être qu'un jour tous ces atomes désagregés entreront dans le cœur des peuples sous la forme d'une telle haine, d'une telle horreur, d'un tel besoin de vengeance que l'explosion de la colère vous fera tous disparaître. Avouez que ce sera bien votre tour. Et à vos hypocrites et imbéciles affirmations sur l'art et la manière d'humaniser la guerre succédera l'ère où les peuples humaniseront la paix.





## Problèmes Essentiels

# Les paysans dans la révolution

Dès le début de l'année 1945, dans certains pays libérés du joug hitlérien, les paysans se saisissent des terres abandonnées par les propriétaires en fuite et commencent ce que les économistes appellent une révolution agraire. Ce furent surtout dans les régions de l'est de l'Europe que ces expropriations eurent lieu. En Roumanie « les paysans de certaines provinces n'auraient pas attendu l'installation définitive du nouveau gouvernement pour amorcer cette réforme. Réunis en conseils ruraux, ils auraient entrepris le partage des grandes propriétés appartenant aux criminels de guerre et à ceux qui collaborèrent avec les puissances de l'Axe ». (« Combat » du 9 mars 1945.) En Pologne, « dans les territoires de Varsovie, Lodz, Kielce, des propriétés d'une superficie de 316.500 hectares, 225.280 hectares et 200.000 hectares seront morcelées ». (« Monde » du 2 avril 1945.) En Bulgarie, « le gouvernement bulgare est en train de former des sociétés coopératives semblables aux kolkhozes russes ». (« Monde » du 15 mars 1945.) En Hongrie, « confiscation de toutes les propriétés privées dont la superficie dépasse 1.000 hectares, si elles sont situées dans un rayon de 30 km de la capitale ; 2.000 hectares dans le reste du pays. Les propriétés appartenant à des personnes morales, sociétés à responsabilité limitée, compagnies d'assurances, seront confisquées, quelle que soit leur étendue. Les propriétés ainsi confisquées seront ensuite redistribuées entre les paysans ». (« Monde » du 1 mars 1945.) Dans le sud de l'Italie, les paysans commencent le partage des terres avant même que les armées nazies capitulent dans le Nord. Ce furent les Alliés qui mirent le holà aux réalisations du prolétariat campagnard.

C'est que dans toute l'Europe le problème de la production agricole se pose et demande une solution rapide. C'est que le monde ouvrier paysan demande une amélioration de son sort, que dans cette couche sociale dont on parle si peu les inégalités se font de plus en plus criantes. Chez nous comme ailleurs, La propriété, autrefois suffisante pour subvenir aux besoins d'une famille, s'est trouvée morcelée par les héritages successifs, chaque fils et fille recevant une part du terrain délaissé par la mort du père. Et cela était logique dans le cadre égalitaire de la Révolution de 1789, puisque opérer autrement eût remis en vigueur l'injuste droit d'aînesse.

Les effets sont aujourd'hui désastreux : rapetissement de la surface cultivable, — le cloisonnement et l'égoïsme empêchant toute exploitation collective quand le profit est roi, — manque de méthode et de rationalisation dans le mode de culture, — aucune directive n'étant admise par le paysan, souvent ignorant et toujours traditionaliste, — ensemenement réduit, retour à la culture qui rapporte le plus au détriment de l'utile, — l'exemple des terres normandes livrées à l'élevage est typique à ce sujet, alors que le blé y pousse merveilleusement lorsqu'on veut bien l'ensemencer, — impossibilité et parfois refus d'utiliser rationnellement les machines agricoles et les engrais, délabrement de l'habitat rural, — un petit paysan ne pouvant réaliser la ferme modèle, — désertion des campagnes pour les villes aux salaires alléchants et aux conditions de vie plus attrayantes. La conséquence de cet état de fait est la concentration des terres par les capitalistes de tout crin qui, eux, ne sont pas forcément de souche paysanne. Encore est-il à remarquer que, jusqu'à maintenant, seule, cette concentration a permis une certaine

« prolétarianisation » d'une partie de la main-d'œuvre paysanne et que cette dernière, par ce fait même, en est arrivée à la conception syndicale de la lutte contre le patronat. Nous ne nous nourrissons pas de machines-outils et ce n'est pas la pénurie qui nous permettra d'améliorer considérablement le sort des collectivités. La pierre de touche du triomphe de la révolution, de toute révolution, est donc le problème agraire. Ce n'est que par une plus grande production, conséquence de l'utilisation d'un outillage perfectionné, que nous atteindrons le règne de l'abondance. Dès lors nous pourrions procéder à une juste répartition des produits ; nous libérerons l'homme ; nous lui donnerons le sens de la dignité et de la solidarité.

Au X<sup>e</sup> Congrès du parti communiste français (sic), Waldeck Rochet, dans son rapport sur le problème agraire, n'a fait que dévoiler les méfaits d'une économie qui se meurt, dont nous mourrons. Il a constaté. Mais les remèdes préconisés n'en sont pas. « Il faut relever le prix du blé pour la prochaine campagne » sans que le prix du pain s'en trouve modifié, ce qui est possible « si nous voulons supprimer les intermédiaires ». Il y revient, sachant que le paysan est essentiellement près de son bas de laine : « Pour stimuler notre production agricole, il faut fixer des prix équitables permettant aux paysans de faire face aux dépenses accrues de l'exploitation agricole... Relèvement des salaires, application des conventions du travail, lois sociales, logements confortables, limitation du prix des baux à ferme, renouvellement du bail, indemnité de plus-value au fermier sortant, etc. » C'est très bien, mais cela ne résout pas le problème agricole. D'autant plus que W. Rochet demande « de renforcer les garanties données aux biens de famille ». Les réformes préconisées par le X<sup>e</sup> Congrès du P. C. F. relèvent uniquement de la démagogie, des procédés électoraux capitalistes, du machiavélisme stalinien bien connu désormais et ne se distinguent pas des remèdes préconisés par tous les autres partis politiques. Ce ne sont pas des solutions révolutionnaires et sociales.

Pour que la collectivité puisse manger à sa faim, même si cela doit blesser les sentiments propriétaires du moyen et du petit paysan, il est nécessaire d'exproprier immédiatement et de collectiviser les terres. Nous disons bien collectiviser et non étatiser, car l'étatisme ne réussit qu'à faire vibrer une multitude de fonctionnaires souvent incapables sans que la structure de l'organisation changeât essentiellement. Collectiviser, c'est mettre entre les mains de la masse paysanne la totalité des terres pour faire rendre le maximum à ces terres en employant les méthodes de culture les plus modernes.

A toi, camarade paysan, dont la solidarité envers nous fut jusqu'ici relative, nous donnerons les bêtes de Saint-Etienne et les tracteurs de Béziers. En échange, nous recevrons tes blés de la Beauce et tes vins du Roussillon. Par le fédéralisme et la commune libre, tu acquiesceras enfin ce que tu as attendu si longtemps : le droit à la vie, à l'instruction, au confort, aux loisirs et un travail moins pénible. Et ne nous traite ni de menteurs, ni d'utopistes, car nous avons réalisé tout cela en Ukraine avec Makhno, en Aragon avec la C.N.T. Le salut est dans la révolution sociale qui balayera le régime actuel et lui substituera le fédéralisme libertaire. Il ne tient qu'à toi de la faire avec nous.

# Et l'impérialisme continue

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

désirable et une combinaison Juan Negrin-Alvarez del Vayo étant prête à prendre les commandes. Ici je ne saurais trop insister en demandant à nos amis libertaires de se tenir prêts, de ne pas se laisser surprendre par les événements ; la F.A.I. et la C.N.T. ont laissé dans les masses une empreinte qui ne s'est pas effacée et si les Juan Negrin et del Vayo pensent que la révolution de palais en préparation représente le maximum, qu'ils se détrompent... Il y a d'autres aspirations dans la classe ouvrière espagnole que le retour à la période d'avant juillet 1936.

On peut donc dire que les élections anglaises, si elles constituent un rapprochement entre les peuples occidentaux européens, peuvent sonner le glas du fascisme politique. Déjà Salazar semble inquiet sur son sort. En Italie, le régime monarchique a fait son temps et même les démocrates-chrétiens abandonnent Victor-Emmanuel, toujours persuadés que l'expectative dans laquelle Léopold III s'était tenu jusqu'à ce jour était surtout motivée par le résultat des élections anglaises. Aujourd'hui il est fixé. Nulle pression du gouvernement anglais ne viendra pour sauver le trône. Le voyage du prince Charles à Londres sera sans résultat. Tout cela, malgré tout, a un revers... Les trois Grands s'entendent comme larrons en foire pour se partager le monde ; mais le partage est trop complexe pour ne pas amener des frictions, et si l'U.R.S.S. a marqué des points dans sa politique réaliste, elle semble avoir fait le plein. Le reste, c'est le bloc démocratique. Ce qui fait qu'après tout, si la théorie du bloc occidental et du bloc oriental est abandonnée, se dresse un bloc social-démocrate en Occident et un bloc soviéto-communiste en Orient. C'est sur la base des idéologies nouvelles que les masses seront tenues en haleine... pendant que les capitalistes, étatiques, dirigés ou libéraux continueront sous des formes plus ou moins brutales à maintenir les deux blocs antagonistes qui nous intéressent : les repus et les dénués. Et la classe ouvrière de tous les pays, quel que soit son régime politique, est du deuxième bloc, de celui dans lequel Truman, Churchill, Attlee ou Staline puisent leurs Sénégalais.

La conférence de Potsdam semble avoir été un succès pour la diplomatie soviétique. N'exagérons rien toutefois : le problème polonais a été entériné ; les Etats baltes annexés par l'U.R.S.S. (charte de l'Atlantique, m'entends-tu ?) ; le régime des réparations a été laissé en fait à la disposition des trois Grands, le système de politique à l'égard de l'Allemagne ayant été orienté vers une certaine unité de traitement. En principe, le plan Morgenthau de réduction de l'Allemagne en une puissance purement agricole a été suivi, mais on peut décrier qu'un pays sera agricole, lui arracher les moyens industriels de faire la guerre, les richesses restent immuables et leur propriété donne la puissance à leur possesseur.

D'après les experts américains, l'industrie allemande est détruite à 40 0/0 et sa remise en état normal ne demanderait que cinq ans ; or, à supposer que les Allemands ne soient désormais plus les

propriétaires de cette puissance, dans cinq ans la puissance industrielle allemande sera rétablie à son potentiel normal. Elle se trouvera entre les mains des Anglo-Américains et partiellement des Français. Or en seront dans cinq ans les prétentions des Alliés à l'égard de l'Allemagne ? La Russie, qui s'est empressée de tout démanteler d'Allemagne, a pris les devants. Les alliés anglo-américains peuvent encore accepter bien d'autres sacrifices ; ils détiennent le charbon, le minerai, les voies ferrées et fluviales les plus importantes et sont les grands maîtres du pétrole. Une remise partielle de ces richesses à un gouvernement allemand à leurs ordres, dans un avenir peut-être éloigné, — cinq ou dix ans, — serait une monnaie d'échange déterminante pour faire entrer la nouvelle Allemagne dans le bloc occidental, car l'Allemand, fier de sa culture, se sentira toujours plus attiré vers les Anglo-Américains que vers les Russes ou les Polonais, qu'il déteste cordialement.

Le communiqué final de la conférence fait croire que tous les problèmes n'ont pas été étudiés à fond. Ce n'est pas notre avis. Ils ont tous été étudiés, mais les solutions n'ont pu leur être données tant que l'affaire du Pacifique n'a pas été réglée. Les marchandages, l'ultimatum, les réserves chinoises, le départ de M. Song, tout cela indique que les intérêts sont très enchevêtrés et que des surprises seront réservées, car si les colonies italiennes n'ont fait l'objet d'aucune décision, la contre-partie se trouvera dans les bases du Pacifique détenues par le Japon et qui intéressent l'U.R.S.S. et l'Amérique au plus haut point.

Il était donc nécessaire de terminer au plus vite et la déclaration de guerre de l'U.R.S.S., que l'on veut nous présenter comme un pas vers la paix, a été surtout une prise de position afin d'avoir son mot à dire autour du tapis vert. Quant à la paix, c'est plus tard qu'on verra ce qu'elle y aura gagné. Les conditions proposées au Japon étaient le renoncement à toutes les conquêtes nippones depuis 1895, c'est-à-dire que le bénéfice de la guerre russo-japonaise de 1905 était remis en question. Or, les intentions soviétiques ne s'arrêtent pas là. La Mongolie extérieure, la Mandchourie, la Corée sont autant de questions que Staline n'a pas omises de soulever, mais qui sont aussi en contradiction avec le nationalisme de Tchong-Kai-Tchek, soutenu par les Américains. La Russie va donc pouvoir reprendre la politique traditionnelle de son impérialisme asiatique. En Europe elle semble avoir fait le plein et ne peut plus aller bien loin dans cette direction. Son intervention dans le Pacifique est le deuxième temps de la manœuvre. Certains Américains ont été alarmés à l'idée que tant de G. I. auraient été sacrifiés pour permettre à un concurrent considérable de s'installer dans le Pacifique.

Le conflit armé entre le Japon et les Etats-Unis est en apparence terminé, mais les appétits impérialistes sont plus forts que jamais. Une guerre est finie, une autre commence, plus féroce parce que sournoise et secrète. Du choc des impérialismes russe et américain dépend le sort des peuples.

## Les libertaires et le problème social

Pour connaître les buts, les conceptions des libertaires en matière économique et sociale, demandez cette copieuse plaquette, qui est un exposé précis de ce que pourrait être de nos jours une société fédéraliste libertaire.

Prix : 15 fr. Envoi franco sur demande : 17 fr. Adresser toute demande à Louis Laurent, Mouvement Libertaire, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>). C. C. P. 589-76, Paris.

## Conditions d'Abonnement

12 Numéros..... 45 frs  
24 — ..... 90 »

Adresser toute demande à Louis HAAS  
145, Quai de Valmy, 145 — Paris (10<sup>e</sup>).  
C.C.P. 3585-80. Paris.

# CONGRÈS CONSTITUTIF DU MOUVEMENT LIBERTAIRE

Le Mouvement Libertaire, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>), tiendra son congrès constitutif à Paris les 6 et 7 octobre 1945, de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures, en la salle des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente.

Dans un but d'information, pour faciliter le rassemblement de tous les libertaires décidés à agir, et pour permettre à chacun de décider, en connaissance de cause, de son adhésion ou de son non adhésion, les camarades non encore adhérents sans distinction de tendances sont fraternellement invités à assister aux débats.

A cet effet, des « bulletins d'entrée » pour non adhérents sont envoyés aux militants qui en font la demande au Mouvement Libertaire (145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>)). S'ils ne sont pas connus, ils doivent être présentés par deux camarades connus ou, pour le moins, pouvoir s'en recommander. Ils recevront deux de ces « bulletins d'entrée » qu'ils devront remplir. L'un sera renvoyé au siège du Mouvement Libertaire, l'autre leur servira pour accéder à la salle du congrès.

Pour tous renseignements détaillés sur le congrès : organisation de celui-ci, ordre du jour, rapports soumis à la discussion, projets, etc. demander le Bulletin Intérieur (« Le Lien »), n° 4, qui y est entièrement consacré. (Prix : 17 fr., frais d'envoi compris. C. C. P. Louis Haas, 3585-80, 145, quai de Valmy, Paris, 10<sup>e</sup>.)

Toutes les demandes de « bulletins d'entrée » doivent parvenir au siège du

Mouvement Libertaire le 28 septembre au plus tard.

Le communiqué ci-dessus a été adressé, avec prière d'insérer, au journal « Ce qu'il faut dire », à l'« Idée Libre » (Loriot), à l'« Action Syndicaliste » (minorité syndicaliste révolutionnaire) et à l'« Unique » (ex-« En Dehors » d'E. Armand).

## POUR ACCÉDER AU CONGRÈS

Les camarades seront priés de présenter l'une des trois pièces suivantes :

- 1) Ou un mandat de délégué ;
- 2) Ou un « bulletin d'entrée » de non adhérent ;
- 3) Ou une carte de membre du Mouvement.

## DANS LES GROUPES

Les camarades sont informés que des mandats à remplir en double exemplaire (un pour le délégué, l'autre à renvoyer au siège du Mouvement) sont à leur disposition. Qu'ils veuillent bien en faire la demande le plus rapidement possible. Qu'ils passent commande sans plus attendre, au « Lien », n° 4, pour que les militants aient le temps de discuter sérieusement l'ordre du jour.

Nous rappelons que pour faciliter la propagande, des papillons collants sont mis en vente au prix de 15 fr. le cent. Sont également à la disposition des groupes, des affiches passe-partout pour réunions publiques. Leur prix est de 7 fr. l'exemplaire.

## MOUVEMENT LIBERTAIRE

### Région Parisienne

# RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

### CAMARADE !

tu es invité à assister le

**Vendredi 28 Septembre**

à la Réunion qui se tiendra à 20 h. 30, 28, rue Serpente (6<sup>e</sup>), métro Odéon

sur

**Les Libertaires et la Constitution**

### JEUNESSES LIBERTAIRES !

Tous les jeunes qui veulent nous connaître et qui cherchent une voie sont invités à la Réunion qui se tiendra le

**Mardi 25 Septembre**

à 20 h. 30, 63, rue Froidevaux (14<sup>e</sup>), métro Denfert-Rochereau

sur

**Les Jeunes dans la Révolution**





## LE SYNDICALISME



# Grave malaise au bureau confédéral PRODUCTION et CAPITALISME

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Après 1936, d'aucuns ont pu croire que les heurts passionnés et les oppositions haineuses qui dressèrent si longtemps confédérés et unitaires les uns contre les autres allaient s'estomper par la vertu de l'unité refaite dans un enthousiasme apparent. La vérité est que le « modus vivendi » de Toulouse a permis à la C.G.T. de poursuivre péniblement son chemin, en dépit des plus graves difficultés intérieures. Ces difficultés cependant ne se manifestèrent pas tout de suite ; la raison, il faut la voir dans le puissant mouvement gréviste de juin 36, qui ne permettait guère aux tendances de s'affronter : durant de longs mois, tous les instants des militants furent accaparés par la tâche immense consistant à organiser les millions de travailleurs qui affluaient vers les syndicats. Il n'est pas inutile non plus, pour expliquer ce qui a pu apparaître comme une trêve facile, de préciser qu'en juin, à Matignon, chefs communistes et réformistes s'étaient concertés pour sauver la bourgeoisie aux abois. La redoutable affaire des Sudètes elle-même, au cours de laquelle les communistes se démasquèrent et apparurent avec leur nationalisme de commande, leur patriotisme faux-jeton et cafard, l'affaire des Sudètes où ils virent un moyen inespéré de provoquer la guerre en Occident (la Russie d'alors n'avait pas de frontières communes ni avec l'Allemagne, ni avec la Tchécoslovaquie) n'a pas suffi à rompre l'unité du mouvement syndical. Dans le clan des partisans de la fermeté — les « antimunichois », ainsi qu'on les nomma plus tard — à côté des stalinien et pro-stalinien (Thorez, Frachon, Bure, Pertinax), on rencontrait maints chefs réformistes, Jouhaux au tout premier rang, comme il se devait.

En réalité, la rupture entre chefs réformistes et communistes a son point de départ dans le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 et la guerre. Partisan résolu de la fermeté, Jouhaux de nouveau grêche l'union sacrée (il a l'habitude...). Le « Peuple » condamne alors, avec quelle véhémence ! la monstrueuse collusion hitléro-stalinienne... et « Syndicats » de renchérir ! Daladier peut fourrer au bloc les collègues communistes de Jouhaux, le général se tait ou approuve. L'agression russe contre la Finlande provoque un redoublement de violence de la part de ce qui reste de la C.G.T., cependant que Jouhaux accepte de présider le Comité d'aide à la Finlande. Au même moment les stalinien, appliquant à la lettre la « collaboration » (bien avant Pétain-Laval) inaugurée le 23 août, sabotent avec entrain avions et armements, tandis que Thorez donne à nos officiers et soldats le signal anticipé de la fuite en prenant dès novembre la route de l'exode. Il n'ira pas plus loin que Moscou.

Le fossé qui sépare les tendances s'est dangereusement élargi. Au lendemain de la débâcle, seuls Jouhaux et une partie des ex-confédérés tentent — ô combien timidement — de réagir, et un C.C.N. restreint est tenu en juillet à Sète. Nous n'assistons malheureusement pas à cette réunion, mais nous imaginons que les communistes ont dû en prendre pour leur grade. Ceux-ci observent à ce moment vis-à-vis de l'Allemagne une attitude de neutralité presque bienveillante, et jusqu'en juin 1941 l'« Huma » et la « Vie Ouvrière » « clandestines » circulent avec une relative et plutôt étrange facilité, — explicable, après tout, puisque leurs colonnes sont exclusivement consacrées à dénoncer Churchill et de Gaulle, « agents de l'impérialisme fauteur de guerre » ; Jouhaux, le « traître » Jouhaux, est alors

une de leurs cibles favorites. Par exemple, pas une ligne, pas un mot sur l'Allemagne et le fascisme.

Tout change après juin 1941. Les communistes deviennent tout à coup résistants : un retour de veste de plus ou de moins n'est pas pour leur faire peur ; avec le temps et un sévère entraînement, ils ont acquis dans ce genre d'exercice une virtuosité ahurissante. C'est alors qu'ils découvrent l'existence du mouvement syndical clandestin. Se glisser dans les organisations existantes et en créer de nouvelles va être pour eux un jeu d'enfant. Comme toujours, le mot d'ordre reste inchangé : s'emparer de la direction, éliminer les hommes dont on n'est pas sûr. Les ex-confédérés, pourtant, ont pris une certaine avance et, malgré l'absence de Jouhaux interne, ils parviennent à se maintenir. La C.G.T. clandestine paraît unie. La réalité est tout autre. Sous les coups de la Gestapo et en dépit des pires dangers, la guerre de tendances n'a pas désarmé un seul instant. Frachon, appuyé par la masse de ses amis, menace de l'emporter, et il faut bien reconnaître que depuis la Libération le danger s'est cruellement aggravé.

A sa libération, Jouhaux a trouvé la place prise. Il ne se fait pas d'illusion sur le titre de secrétaire général qu'on lui laisse provisoirement. Au bureau confédéral il est presque isolé, il ne peut manquer de le voir. Les réceptions et anniversaires tapageurs en l'honneur de Frachon ne souffrent plus l'équivoque : c'est Frachon le vrai secrétaire général. Courtisans, combinards, ambitieux, tous s'empresent autour de lui, cependant qu'on fait le vide autour de Jouhaux. On a même été jusqu'à lui infliger, dans l'« Huma », à propos d'un voyage à Londres, une manière de désaveu, presque un rappel à l'ordre comme à un gamin. La C.G.T. fait une politique qui n'est pas la sienne...

Pas la sienne ? Hé ! c'est à voir. La C.G.T. s'engage, dit-il, dans une voie au terme de laquelle se trouve « l'assujettissement à la politique du pouvoir ». Mais qui a travaillé de toutes ses forces à diriger le mouvement syndical dans la voie de la collaboration avec le patronat et l'Etat ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit, et Jouhaux ne s'en défend pas, bien au contraire, puisque « la collaboration de la C.G.T. s'inscrit dans les responsabilités qu'elle doit engager pour la gestion et l'orientation des organes économiques constitués en vue de la réalisation du programme commun. » (Le Peuple du 4 août 1945.)

Qui a été, et depuis 1919, le champion infatigable de la politique de la présence ? Tout de même pas Frachon, il était contre à ce moment-là ! Aujourd'hui il est pour, et avec son implacable logique il te somme d'aller au bout, de dévaler la pente jusqu'en bas... Le mal ne date pas de 1945. Sa racine s'est développée dans l'union sacrée de 1914. On ne peut revenir en arrière et remonter le cours de l'histoire. Mieux vaudrait faire « mea culpa », mais cela non plus n'est pas possible... Et ce ne sont pas les Sallant, les Gazier et autres syndicalistes de gouvernement (car ils en veulent aussi, ceux-là, et ils ont les dents longues) qui se risqueraient à partager des scrupules bien tardifs et bien peu explicables. Eux, Jouhaux, donneraient plutôt un coup de main à ceux qui veulent te couler.

Hélas ! Jouhaux, le vin est tiré, — c'est toi qui l'as tiré. Maintenant il faut le boire : tant pis pour toi si le calice est amer...

maximum de leur temporel. L'Etat, machine toujours plus oppressive, ne déploie de vitalité que pour courber sous son joug les consciences vraiment libres. Les partis, en particulier ceux de gauche, devenus le rassemblement de tous les appétits, abandonnent à des compromissions suspectes ce qui a fait la vitalité de leur jeunesse : l'antimilitarisme.

Devant ces capitulations, c'est aux hommes que nous nous adressons, à tous ceux qui ont été militaires, à tous ceux qui — et c'est le plus grand nombre — enfonçant profondément les poings dans leurs poches, ont senti bouillir leur colère devant le crétinisme du souff-off de carrière, à tous ceux-là nous disons : « Les libertaires vont tenir, eux aussi, leur congrès. On y parlera de Clairvaux, de Eysses, de Montluc. On y parlera de tous les opprimés. On y protestera contre le maintien en prison des militaires condamnés en 1939. On y protestera contre le maintien en prison des insoumis et des déserteurs. On y protestera contre le maintien en prison de ceux qui, tels les mutins de Vancia, ont voulu prendre part à la résistance sous des mots d'ordre différents de ceux de la Résistance officielle. On y protestera contre la condamnation par des tribunaux militaires de coloniaux luttant contre l'oppression et pour leur indépendance.

Cette protestation ne sera efficace que si elle touche le plus grand nombre possible de travailleurs et si notre Mouvement libertaire qui la formulera est appuyé par l'action efficace de ces travailleurs. Contrairement à ce que proclament les capitalistes de la Sociale, c'est par la lutte de tous les instants que nous arracherons les nôtres aux griffes des vieilles barbes animées par une passion sénile de répression.

pas » doit se doubler d'une vérité première : « Qui ne mange pas ne travaille pas. »

Le plus drôle dans toute cette campagne pour la production, c'est que tous ces superpatriotes, les nouveaux social-chauvins de 1945, se réclament de la philosophie marxiste et de son économie. Or, si je me rappelle bien, le marxisme vise à la révolution, non par le remplacement des dirigeants, mais par l'écroulement et la destruction de la vieille machine d'Etat, qui est remise entre les mains des travailleurs sous une forme nouvelle. Ceci implique une lutte permanente et dans tous les domaines contre le système capitaliste.

A mon avis — et M. Thorez ne nous contredira pas — nous sommes en régime capitaliste, puisque tous les jours il hurle à tue-tête contre les trusts et les cartels qu'il qualifie de 5<sup>e</sup> colonne, mais qui en fait sont tout simplement internationaux, le capitalisme n'étant plus attaché profondément à l'esprit du nationalisme laissé à la classe ouvrière afin de mieux la diriger vers le prochain coup de torchon.

Nous sommes donc en système capitaliste, avec une économie capitaliste. Et s'il y a des ministres communistes au gouvernement, cela n'a rien changé à la situation. Or, qui dit capitalisme dit profit, et qui dit profit dit plus-value. Pour que le chef d'entreprise réalise un bénéfice, il suffit de faire travailler l'ouvrier assez longtemps pour que le nombre des heures de travail incorporé dans l'objet dépasse le nombre des heures de travail correspondant aux frais d'entretien de cet ouvrier. Le résultat c'est que le capitaliste encaisse le montant de la vente du produit fini ; en unité de travail : les huit heures passées par le salarié à la production. En fait, le salarié ne reçoit que six heures travail en valeur, correspondant à ses besoins d'entretien ; car si le chef d'entreprise veut réaliser un bénéfice, il faut que le nombre des heures de travail incorporées à la fabrication dépasse le nombre d'heures correspondant aux frais d'entretien de l'ouvrier.

Concluons. L'augmentation du temps de travail augmente le volume de la production et augmente aussi le nombre

d'heures incorporées dans le prix de vente du produit. La seule chose qui ne suivra pas la courbe ascendante sera le nombre d'heures accordées en rémunération du travail fourni pour les besoins d'entretien, c'est-à-dire le salaire payé. On aperçoit tout de suite que cet appel à la production en régime capitaliste renfloue le capital au lieu de l'abattre.

Nous sommes devant le problème. Il y aurait ignorance absolue de ce dernier si l'on proclamait : « Consommer d'abord, produire ensuite », car la vérité, c'est que la consommation ne peut se faire qu'en rapport direct avec la production. Pour que la production ne soit pas détournée de sa destination au profit des parasites, il faut que seule la consommation de ceux qui produisent soit assurée. Nous entendons par producteurs tous ceux qui participent à la production, à la transformation, à l'échange et à la distribution sans qu'ils en tirent eux-mêmes un profit supplémentaire. Ce résultat ne peut être obtenu que par l'exclusion de la minorité capitaliste parasitaire et non par une entente tacite avec elle. Cela implique la révolution sociale et la disparition de l'Etat en vue de la transformation du régime économique. Cette révolution est-elle encore dans les buts finaux des partis politiques se réclamant de la classe ouvrière ? Ou de leur grande organisation syndicale minée par le virus politique ? Qu'on nous permette d'en douter. Et peut-être comprendrons-nous les raisons pour lesquelles tous les grands rassemblements entretiennent le prolétariat de toutes les questions d'intérêt secondaire, sans aborder le problème de l'heure : révolution ou conservation sociale. Pourtant ils sont le nombre et dans l'état actuel du capitalisme ils ont des atouts incontestables entre les mains. Les expériences passées, et si habilement sabotées, auraient-elles enlevé tout dynamisme aux masses ? Les libertaires, qui ne sont pas dupes, sauront continuer le combat pour maintenir la foi révolutionnaire chez tous les exploités. Ils seront toujours à la tête des volontaires qui suivent les chemins menant à la véritable liberté.

## Nouvelles des nôtres

Georges Gourdin n'est plus. C'est avec une douloureuse amertume que nous avons appris la mort, survenue au camp de Elbruck (Allemagne), en mars 1945, de notre cher camarade Georges Gourdin.

Dès avant cette guerre, il était déjà fort apprécié dans notre Mouvement pour sa valeur et son dynamisme. C'était le type même du militant révolutionnaire complet. Il était un des animateurs des Jeunesses Anarchistes, qu'il impulsait par son inlassable activité et qu'il représentait souvent dans les meetings de l'Union Anarchiste.

Il prodiguait encore son activité au sein de la Fédération des techniciens (de la C.G.T.), dans laquelle il défendait les principes du syndicalisme révolutionnaire, ce qui ne l'empêchait nullement de lutter sur le lieu même de son entreprise, où il était souvent redouté du patronat par sa logique implacable, de militant averti des questions sociales. Il fut pendant l'occupation hitlérienne parmi ceux qui reconstituèrent le Mouvement Libertaire dans la clandestinité, auquel il ne ménagea pas ses efforts. Il ne cessa d'être un artisan tenace de la fusion des deux tendances U.A. et F.A.F. en une seule organisation, fusion qu'il vit d'ailleurs se réaliser au début de 1943.

Les nombreux services (qui furent souvent des sauvetages) qu'il rendit aux camarades pour les aider à échapper aux recherches des polices allemande et française ne sauraient être énumérés.

Arrêté en mai 1944, alors qu'il effectuait une de ces tâches dangereuses dont le but était de permettre de se mettre hors des atteintes de la Gestapo à ceux qui refusaient de se plier aux ordres du nazisme ; il fut détenu à la prison de Fresnes jusqu'en août 1944. Déporté ensuite en Allemagne dans un des derniers convois, il est mort au camp d'Elbruck, près de Nordhausen.

Nous perdons en lui un militant actif, intelligent, audacieux, plein de sensibilité, dont la bonté et l'esprit de solidarité étaient connus de tous ceux qui l'avaient approché. Son enthousiasme et son optimisme étaient communicatifs.

C'est un peu pour toutes ces choses que sa disparition est une grande perte et qu'elle sera cruellement ressentie par tous les camarades qui militèrent à ses côtés. Que ses parents et sa compagne trouvent ici l'expression de toute notre sympathie la plus sincère dans le malheur qui les frappe.

P. S. — Nous avons le regret d'apprendre la mort dans un camp nazi de notre camarade Darrot, de Giroux, ainsi que de Marcel Bonvalet, de Paris, morts au camp de Ravensbruck, tous deux déportés politiques.

Dans les mêmes conditions, nous apprenons également la mort de notre bon camarade Ravel, de Montferand.

## SERVICE DE LIBRAIRIE

Han Ryner : L'Eglise devant ses juges, 50 fr. — Sébastien Faure : L'Eglise a menti, 25 fr. — Lorulot : L'Eglise et l'amour, 50 fr. — Sébastien Faure : La naissance et la mort des dieux, 25 fr. — Turmel : Jésus (3 brochures), 24 fr. ; le Christ au Vatican, 5 fr. ; Traité des trois imposteurs, 30 fr. ; Dieu reconnaîtra les siens, 30 fr. ; Crime et société, 50 fr. ; Les crimes de la colonisation, 10 fr. ; Les secrets des Jésuites, 10 fr. — Reclus : Origine de la morale, 10 fr. — Han Ryner : Les cruautés de l'Eglise, 10 fr. — Martin : La tyrannie des prêtres, 10 fr. — Tailhade : La Pâque socialiste, 5 fr. ; L'homme et la divinité, 10 fr. ; La franc-maçonnerie et la guerre, 10 fr. ; Lourdes, 10 fr. ; L'homme ne vient pas de Dieu, 10 fr. ; Dans les géolés de Franco, 10 fr. ; L'Espagne en feu, 10 fr. ; Le chancre de la jalousie, 12 fr. ; Catéchisme du parfait mouton, 12 fr. — Vergine : Le sabre et la soutane, 5 fr. — J. Guyot : L'amour expérimental, 15 fr. — Han Ryner : Mariage philosophique, 10 fr. — Lorulot : L'éducation sexuelle, 60 fr. — Armand : En marge du vice et de la vertu, 50 fr. — Devaldes : Maternité consciente, 30 fr. ; Amours d'une vedette de cinéma, 20 fr. — D' Voivenel : Maladie de l'amour, 50 fr. — E. Reclus : Le mariage tel qu'il fut, 5 fr.

Voir précédentes listes dans les numéros 7 et 8 du « Libertaire ».

Histoire populaire du socialisme mondial, par André Lorulot. — Un fort volume pesant 1 kgr., avec nombreuses illustrations et portraits. En vente au service de librairie, 210 fr. franco.

## Fonds de propagande du Mouvement Libertaire

Dans le but de faciliter l'intensification de la propagande, pour permettre l'édition, en quantité suffisante, de brochures, tracts, papillons, affiches, etc., un « Fonds de propagande » du Mouvement Libertaire est créé.

Nous demandons à tous nos amis qui approuvent notre action de nous aider en y souscrivant.

Dans la mesure où les souscriptions ne seront pas publiées dans le journal, un reçu sera envoyé à chaque souscripteur.

Adresser les fonds à Louis Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>). C. C. P. 589-76, Paris.



Imprimerie Spéciale  
du « LIBERTAIRE »,  
exécuté par un groupe  
d'ouvriers syndiqués.

## A quand l'amnistie ?

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

cette chose paraîtra incroyable à ceux qui étudieront l'histoire du mouvement ouvrier.

Deux partis qui se disent prolétariens, deux partis qui se réclament du socialisme et de l'internationalisme, le P. S. et le P. C., viennent de tenir leur congrès. Trois jours de discussions, trois jours durant lesquels les pages de l'« Humanité » comme celles du « Populaire » ont été doublées et pas un mot n'a été prononcé, et pas une ligne sur les six pages n'a été écrite pour faire cette traditionnelle protestation de tous les congrès ouvriers : « Ouvrez les bagnes militaires ! Amnistie pour les victimes des Conseils de guerre ! » Les Marty et les Tillon ont oublié que seul l'effort des travailleurs les ont arrachés de ce Clairvaux où pourrissent encore des militaires de la guerre de 1940. Les Blum et les Brach ont oublié ce que fut toujours la préoccupation des congrès socialistes. La guerre est finie, les hommes ont cessé la boucherie, mais la guerre continue pour ceux qui n'ont pas voulu de ce crime contre l'humanité. On s'apprête à déifier les inventeurs de la bombe atomique et les « pacifistes » et les « insoumis » sont toujours en prison. Les militaires de toutes catégories attendent encore une amnistie que les pires régimes d'oppression avaient l'habitude de ne pas marchander, dans la crainte d'un sursaut de conscience populaire défendant les siens.

Les politiciens songent à leur prochaine combinaison électorale. Les sectes religieuses plient devant le pouvoir pour essayer de sauver par leur platitude le